



Les énormes trous financiers du programme économique du Front national

Préambule

Un responsable politique disait naguère, « *le FN pose les bonnes questions mais propose de mauvaises solutions.* » C'est toujours vrai.

La désinvolture avec laquelle ce parti traite les différents flux financiers montre une fois de plus qu'il ne désire pas être au pouvoir.

Dans le cas contraire, la France serait disqualifiée entre autres par une dette insoutenable et le pouvoir d'achat des Français serait réduit brutalement entraînant un nouveau cortège de chômeurs.

L'analyse qui suit est sans équivoque.

Troubles et désordres accompagneront vraisemblablement cette nouvelle donne qui nous couperait de nos voisins et partenaires. Le choix des extrêmes de droite comme de gauche serait une catastrophe pour notre pays.

Michel ROUSSEAU
Président de la Fondation Concorde

Où se cachent les 213 milliards € d'économies promises par le FN ?

De nombreuses dépenses...

- **Dépenses chiffrées par le Front national : 86,5 milliards d'euros**

Dans son programme, le Front national développe 3 postes de dépenses chiffrés par leurs soins de la façon suivante : **40 milliards en faveur des ménages** (dont 20 milliards de prime de pouvoir d'achat, soit 80€ mensuels pour les salariés et fonctionnaires gagnant moins de 1500€/mois), **5,5 milliards** pour les entreprises et **41 milliards pour l'augmentation du budget de la défense** (pour atteindre 3% du PIB), pour un montant total de **86,5 milliards d'euros**.

- **Dépenses chiffrées par la Fondation Concorde : 145 milliards d'euros**

Néanmoins, de nombreuses dépenses sont annoncées mais n'apparaissent pas dans leur programme. Nous les avons chiffrées :

- *le passage de la retraite à 60 ans, estimé à **35 milliards €/ an** à horizon 2022 (simulation du COR)*
- *la mise en place d'une politique agricole française, que l'on imagine au même niveau de redistribution de la PAC, soit **9 milliards €/an***
- *La création d'un 5^{ème} risque de Sécurité sociale liée à la dépendance que nous avons estimé à **5 milliards d'euros /an***
- *la compensation des aides reçues par les entreprises et collectivités locales françaises au titre des fonds structurels européens, soit **4 milliards €/ an***
- *La construction de 40.000 places de prison soit **1,7 milliards €/ an***
- *le dégel du point d'indice des fonctionnaires, **1,5 milliards €/ an***
- *l'augmentation des effectifs de la fonction hospitalière que l'on évalue à **1,6 milliards €/ an** (avec comme hypothèse une augmentation de 5% des effectifs)*
- *d'autres dépenses moins significatives individuellement que l'on estime à **1 milliard €***

En ajoutant ces dépenses non chiffrées, nous parvenons à un total de **145 milliards € à horizon 2022**, soit **58,5 milliards €** de plus que le Front national.

Des économies qui ne sont pas au rendez-vous

- **Financement des dépenses selon le FN : 82 milliards d'euros**

Le Front national souhaite instaurer une contribution de 3% sur les importations, ce qui correspondrait à une recette annuelle comprise entre **15 et 21 milliards d'euros** compte tenu du niveau des importations actuelles selon que l'on y intègre les services ou non.

De plus, le FN espère réaliser des économies sur la contribution à l'UE, sur la rationalisation de la sécurité sociale, sur la réduction de la délinquance et de l'immigration pour un montant qu'ils estiment à **60 milliards par an sans préciser la méthode**.

A cela s'ajoute une la taxe sur les travailleurs étrangers qui rapporterait d'après leur calcul **2 milliards € par an**.

Les économies ou nouvelles recettes annoncées par le FN s'élèvent en théorie à 82 milliards € en 2022 (ligne d du tableau). En théorie, car en dehors de l'AME (1 milliard €) et la contribution à l'UE (20 milliards), les 60 milliards € d'économies apparaissent pour l'heure un objectif fantaisiste.

- **Financement des dépenses selon la Fondation Concorde : 54 milliards d'euros**

En reprenant les mêmes postes de dépenses, la Fondation Concorde arrive à seulement **54 milliards d'économies en 2022 (ligne d du tableau) : 21 au titre de la contribution de 3% sur les importations, 20 au titre de la contribution à l'Union Européenne, 10 sur l'immigration - source OCDE -, 2 milliards sur la taxation de 25% sur les travailleurs étrangers, 1 milliard sur la suppression de l'AME.**

⇒ il manque donc **90 milliards au FN pour financer leurs réformes (ligne x du tableau)**.

Une trajectoire de déficit ambitieuse qui nécessite de nouvelles économies

- **Une diminution du déficit en 5ans : 38 milliards d'euros**

L'objectif du Front national d'atteindre un **déficit à 1,3% du PIB en 2022 équivaut à une réduction de 38 milliards €** de celui-ci sur 5 ans (ligne y du tableau) le déficit se réduirait alors de 69 milliards € en 2016 à 31 milliards € (compte tenu de leurs hypothèses de croissance très optimistes).

Un retour à la monnaie nationale coûteux

- **Le coût de la sortie de l'euro pour les finances publiques : 30 milliards d'euros**

Quasiment absent du programme, la sortie de l'euro est désormais évoquée sous la forme d'un retour à la monnaie nationale, dont les conséquences sur notre économie ne sont pas évoquées. Or, le seul effet d'une augmentation des taux d'intérêt sur la dette (l'écart entre les taux allemands et français se creusent d'ores-et-déjà par la simple hypothèse d'une arrivée de MLP au pouvoir), que l'on peut estimer au minimum à 300 points de base (3%) par rapport à la situation actuelle représenterait un **surcoût de 30 milliards € à 5 ans** au vue de la maturité de la dette (source : Banque de France).

- **Au total, un programme à financer à hauteur de 159 milliards d'euros**

La méthodologie hasardeuse du Front national pour évaluer son projet économique ne permet pas de présenter un cadre budgétaire crédible.

⇒ Selon les calculs de la Fondation Concorde, compte tenu des dépenses promises, des économies chiffrables, du coût de la sortie de l'euro et de l'objectif de réduction du déficit, **l'ensemble des économies à réaliser sur le quinquennat est de 213 milliards €**, il manque alors **159 milliards d'euros** pour financer le projet du FN.

Incidences de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages

La politique de création monétaire à un niveau de 100 milliards par an associée à un taux de croissance entre 1,2 et 1,5% **entraînera mécaniquement une hausse du niveau des prix de l'ordre de 7 à 9%** dès la première année (calculs Fondation Concorde) ; sans compter sur une possible spirale inflationniste qui viendra également alourdir le pouvoir d'achat futur des ménages. Par ailleurs, on suppose que la hausse des salaires ne pourra pas suivre un tel niveau d'inflation (la plus forte hausse des salaires sur ces 10 dernières années étant de 2,5%).

Concrètement, en 2022 avec une **dynamique d'inflation à 9%**, pour **un salarié percevant 1772€ net** (salaire médian) en 2016, **la perte de pouvoir d'achat serait de 139€/ mois** soit **1671€/ an** (La perte de pouvoir d'achat serait de 104€/ mois, soit 1250/ an dans le cas d'une inflation à 7%).

Annexe : tableau de financement du programme du Front national

	Nouvelles dépenses	Calculs FC pour 2022	Calculs FN pour 2022
a	Baisse d'impôt des ménages	- 21	- 20
<i>a</i>	<i>dont Défiscalisation des heures supplémentaires</i>	- 4,50	- 4.50
<i>a</i>	<i>dont Baisse de la taxe habitation</i>	- 1	- 1
<i>a</i>	<i>dont Protection logement jeunes</i>	- 1	- 1.2
<i>a</i>	<i>dont Revalorisation du minimum vieillesse</i>	- 0,6	- 0.6
<i>a</i>	<i>dont Baisse de l'IRPP</i>	- 6	- 11
<i>a</i>	<i>dont Baisse de 10% DMTO</i>	- 0,8	?
<i>a</i>	<i>dont Baisse de 5% tarifs énergie</i>	- 2,3	?
	<i>dont création 5^{ème} risque sécu lié à dépendance</i>	- 5	?
a	Prime pouvoir d'achat	- 20	- 20
a	Dégel du point d'indice des fonctionnaires	- 1,5	?
a	Baisse des charges sociales TPE/PME	- 5,5	- 5,5
a	Dispositif premier emploi	- 1	?
a	Retraite à 60 ans	- 35	?
a	Mesures régaliennes	- 48	- 33
<i>a</i>	<i>dont 15 000 policiers et gendarmes</i>	- 0,450	?
<i>a</i>	<i>dont Budget de la défense (3% du PIB)</i>	- 41	- 32,54
<i>a</i>	<i>dont +40 000 places de prison</i>	- 1,7	?
<i>a</i>	<i>dont +6000 agents de douane</i>	- 0,3	?
<i>a</i>	<i>dont Réduction du nombre de députés et sénateurs</i>	- 0,005	?
<i>a</i>	<i>dont Budget recherche (+ 30%)</i>	- 2,4	- 2,4
<i>a</i>	<i>dont augmentation budget patrimoine</i>	- 0,19	?
<i>a</i>	<i>dont augmentation de 5% des effectifs fonction publique hospitalière</i>	- 1,6	?
a	Perte associée à la sortie de l'UE	- 13	?
c	Total dépenses du programme économique	- 145	- 78.5

	Recettes		
b	Contribution sociale importation (3%)	+ 21	+ 20
b	Taxe 25% sur salariés étrangers	+ 2	+ 2
b	Suppression AME	+ 1	<i>Inclus dans 60</i>
b	Arrêt immigration, gestion de la sécurité sociale, arrêt des transferts UE, délinquance	+ 30	+ 60
d	Total recettes du programme économique du FN	+ 54	+ 82
c + d = x	Besoin de financement du programme FN	- 91	+ 3.5
y	Trajectoire de réduction du déficit public d'ici 2022 (passage de 69 milliards en 2016 à 31 en 2022)	- 38	- 38
c + y = k	Dépenses totales (nouvelles réformes + trajectoire du déficit)	- 183	- 116.5
x + y = z	Reste à financer	- 129	- 34.5
h	Dépenses budgétaires dues à la hausse des taux d'intérêt	- 30	
k + h = M	Dépenses totales + manques à gagner	- 213	
z + h = D	Financement manquant du programme FN	- 159	

Lecture : Ces chiffres sont en milliards d'euros, et sont des mesures annuelles pour l'année 2022.
En *vert* apparaissent les recettes, en *rouge* apparaissent les dépenses.

Cadre : Etude portant sur l'impact en 2022, dans le cadre de croissance, chômage et déficit annoncé par le FN.

Méthode : Nous avons chiffré les réformes annoncées par le FN et les avons mises en lumière avec leur chiffre. Nous avons fait varier les dépenses et les recettes de leur programme dans le cadre budgétaire qu'ils ont fixé.